

Le coup de poker du Premier ministre grec Antonis Samaras

Corinne Deloy

Analyse

Résumé :

Le Premier ministre grec Antonis Samaras a annoncé le 8 décembre que son pays procéderait à une élection présidentielle anticipée et que les 300 députés seraient donc appelés à désigner le nouveau chef de l'Etat le 17 décembre. Pour être élu, un candidat doit rassembler la majorité qualifiée des 2/3, soit 200 voix lors des 2 premiers tours de scrutin et les suffrages des 3/5 des parlementaires, soit 180, lors du 3e et dernier tour.

Le gouvernement actuel rassemble la Nouvelle Démocratie (ND) du Premier ministre et le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK), dirigé par Evangelos Venizelos, soit 155 députés au total.

Si les députés échouent à désigner le nouveau chef de l'Etat, le Parlement sera dissous dans les 10 jours suivants et des élections législatives seront organisées (entre le 25 janvier et le 8 février 2015).

La dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Palmos pour le site d'information TVXS crédite la Coalition de la gauche radicale (SYRIZA) d'Alexis Tsipras de 34,5% des suffrages en cas d'élections législatives et la Nouvelle Démocratie de 32%. Viennent ensuite To Potami (La rivière), parti centriste, et Chryssi Avghi (CA, Aube dorée), parti d'extrême droite, qui recueilleraient tous deux 8% des suffrages et devancent le PASOK qui obtiendrait 5% des voix.

L'annonce d'un scrutin présidentiel anticipé a fait chuter la bourse d'Athènes de 12% le 9 décembre et encore de 2% le lendemain. Le taux d'intérêt sur les obligations d'Etat à dix ans est remonté à 9,5% (il était de 3,5% en juillet dernier).

Cette élection présidentielle anticipée de 3 mois constitue donc bien un coup de poker politique de la part du Premier ministre grec, Antonis Samaras.

Un véritable pari

Le scrutin présidentiel était prévu en Grèce pour le 1er trimestre 2015. Le chef de l'Etat sortant, Carolos Papoulias, qui arrive au terme de son 2e mandat, ne peut

pas se représenter. La fonction présidentielle en Grèce est honorifique. En privant le chef de l'Etat du droit de dissoudre le Parlement, la révision constitutionnelle de 1986 ne lui a laissé qu'un rôle représentatif.

Le Premier ministre dit vouloir lever l'incertitude qui pèse sur le pays pour pouvoir négocier avec la Troïka (Fonds monétaire international, Banque mondiale et Union européenne) au début de l'année prochaine. L'élection présidentielle apparaît donc comme un vote de confiance pour le gouvernement afin de poursuivre les réformes. « *La période à venir est essentielle pour trouver un accord avec les pays de la zone euro, régler les questions comme celle de la dette, et la Grèce doit être pleinement en capacité de mobiliser ses forces dans un climat de rassemblement national et de stabilité politique* » a déclaré le chef du gouvernement.

Antonis Samaras accuse SYRIZA de vouloir plonger le pays dans l'instabilité avant les négociations avec la Troïka. « *Le gouvernement ne peut accepter ces tentatives ouvertes de déstabilisation. L'incertitude politique doit cesser immédiatement* » a déclaré Sofia Voultepsi, porte-parole du gouvernement. « *Antonis Samaras espère piéger SYRIZA. En cas d'élections législatives anticipées début 2015, le prochain gouvernement n'aura pas le temps de négocier avec la Troïka et la marge de manœuvre d'un éventuel gouvernement emmené par Alexis Tspiras sera limitée* » a déclaré Georges Séfertzis. « *Pour le gouvernement, voter maintenant est un avantage : il n'a pas à prendre de nouvelles mesures d'austérité qui seraient néfastes à sa popularité et qui rendraient le vote en faveur de son candidat plus difficile* » a indiqué Nick Malkoutzis, fondateur et rédacteur en chef du site Internet MacroPolis.

Élection présidentielle en Grèce 17 décembre 2014

Le 9 décembre, le Premier ministre Antonis Samaras a désigné Stavros Dimas, 73 ans, ancien commissaire européen à l'Environnement (2004-2010), ancien ministre des Affaires étrangères (2011-2012) et vice-président de la ND depuis 2010, comme candidat de sa majorité à l'élection présidentielle. « *Stavros Dimas est une personne qui rassemble pour laquelle les Grecs ont de l'estime et qui jouit du respect de la communauté internationale* » a-t-il déclaré.

Le dirigeant du PASOK Evangelos Venizelos a affirmé que son parti était prêt à voter pour un candidat issu des forces de droite. « *Un seul critère est important : que le candidat puisse unir les Grecs* » a-t-il déclaré. Il a souligné qu'il appréciait Stavros Dimas qu'il a qualifié d'homme politique modéré, fort d'une longue carrière, et affirmé qu'il était le meilleur successeur possible à Carolos Papoulias.

To Potami a déploré que le Premier ministre ait fait appel à un « *réserveur* ». « *Le vieux système politique est incapable de se renouveler. En dépit du fait que Stavros Dimas est honnête et modéré, il reste contraint par les limites du système partisan* ». Le parti souhaiterait que le chef de l'Etat soit « *un citoyen qui exprime le dynamisme de la société grecque et non pas un ancien responsable politique* ».

Enfin, Alexis Tsipras pour SYRIZA et Panos Kammemos, dirigeant du parti des Grecs indépendants (ANEL), ont indiqué que leurs partis ne voteraient pour aucun candidat à cette élection. ANEL comme la Gauche démocratique (DIMAR), en perte de vitesse dans les enquêtes d'opinion, n'ont cependant pas vraiment intérêt à l'organisation d'élections législatives anticipées.

Antonis Samaras est condamné pour faire élire son candidat à trouver 25 voix qui lui manquent parmi les 24 députés indépendants, les 10 députés DIMAR et/ou les 12 députés ANEL que compte le parlement.

Où en est la Grèce ?

Depuis 2010, Athènes a reçu 240 milliards € de la communauté internationale. La Grèce n'a pas terminé de négocier les conditions de versement de sa dernière tranche d'aide avec ses créanciers. Le 8 décembre, les ministres des finances de la zone euro ont accepté de prolonger de 2 mois le programme d'aide dont bénéficie le pays, un report

demandé par Antonis Samaras pour aider son pays à trouver un accord avec ses créanciers.

L'annonce de l'élection présidentielle anticipée est d'ailleurs intervenue quelques heures après cette décision, ce qui a permis à SYRIZA d'affirmer que l'anticipation du scrutin était en fait une décision de la Troïka qui souhaite faire voter de nouvelles mesures d'austérité dans le pays et qui exerce un chantage sur les députés.

Après 6 années de récession, l'économie grecque devrait, selon les analystes, renouer avec la croissance cette année. En 2013, Athènes a enregistré le plus faible recul de son PIB depuis 2008, notamment grâce à une moindre baisse de la consommation des ménages et à la reprise du tourisme.

Mais après des mois de stabilité politique, le spectre d'une Grèce en crise se fait de nouveau jour. Le 7 décembre, le budget – le premier à l'équilibre depuis plusieurs dizaines d'années – a été voté à une courte majorité (155 voix, contre 134).

Le pays a connu plusieurs mobilisations sociales importantes contre de nouvelles baisses des pensions de retraite, les licenciements dans la fonction publique et de nouvelles compressions de salaires. Le 17 novembre, 40 000 personnes ont marché dans Athènes pour commémorer le soulèvement étudiant de 1973 sévèrement réprimé à l'époque par la dictature des colonels. Dix jours plus tard, le pays a fait face à une grève générale. Le 6 décembre, des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue pour soutenir Nikos Romanos, étudiant condamné à 15 ans de prison pour l'attaque d'une banque en 2013 et qui a commencé le 10 novembre une grève de la faim à la suite du refus du tribunal de lui permettre de suivre des cours en prison. 300 personnes ont été arrêtées lors des manifestations du 6 décembre.

Ces derniers mois, Alexis Tsipras s'est montré plus modéré, essayant visiblement de rassurer investisseurs et électeurs et de montrer qu'il était capable d'exercer le pouvoir. Il exige toujours une restructuration de la dette de la Grèce et une hausse des dépenses publiques. Il a qualifié la situation actuelle de « *désespérée* ».

Le gouvernement l'accuse d'entretenir une incertitude politique qui empêche le pays de s'émanciper de la tutelle de ses bailleurs de fonds. Pour Antonis Samaras, le choix est

clair : « *poursuivre sur le chemin du retour à la bonne santé fiscale et continuer les réformes, ou retourner à l'époque des déficits et bloquer les réformes* ».

Le 1er tour du scrutin présidentiel aura lieu le 17 décembre. Les probables 2e et 3e tours se dérouleront les 23 et 29 décembre.

Fait exceptionnel, l'Union européenne, qui ne se mêle habituellement pas de la politique intérieure des Etats membres, a exprimé le 10 décembre, via l'une des porte-parole de la Commission européenne, un quasi soutien à Stavros Dimas, affirmant que le candidat était « *un ancien commissaire et un Européen convaincu* ».

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.